

Faits marquants du Congrès mondial de la nature de l'UICN : Lundi 13 octobre 2025

Après avoir tenu une première séance le jeudi 9 octobre, les membres de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) se sont réunis pour une deuxième, troisième et quatrième séance de l'Assemblée lors du cinquième jour du Congrès mondial de la nature. Ils ont notamment examiné les rapports du Directeur général, du Président et des Présidents des commissions, et ont discuté du projet de vision stratégique à 20 ans. Les membres ont également commencé à délibérer sur les motions, notant que plus de 97 motions ont déjà été adoptées par voie électronique et que plus de 40 restent à examiner par l'Assemblée.

Deuxième séance

L'Assemblée des membres a repris ses travaux le lundi 13 octobre pour sa deuxième séance. La Présidente de l'UICN, Razan Al Mubarak, a souhaité la bienvenue aux membres et les a remerciés pour leur coopération et leur détermination à faire avancer le processus de vote des motions. Ayman Rabi (Palestine), Président du Comité de vérification des pouvoirs, a expliqué les droits de vote et d'intervention, et a fait le point sur le nombre de membres accrédités.



La Présidente de l'UICN, Razan Al Mubarak

Luc de Wever, du Secrétariat de l'UICN, a annoncé les décisions du Comité Directeur concernant deux appels relatifs à des motions nouvelles et urgentes, l'une sur les écosystèmes touchés par la guerre (qui a été admise) et l'autre sur la conservation des chimpanzés (qui a été rejetée pour des raisons formelles).

Rapport de la Directrice générale : La Directrice générale de l'UICN, Grethel Aguilar, a présenté son rapport ([CGR-2025-2.3-1](#), [annexe 1](#)), divisé en trois parties : la mise en œuvre du Programme de l'UICN 2021-2025 ; une Union unique ; et le regard vers l'avenir.

Concernant les activités passées, elle a souligné que le Programme 2021-2025 de l'UICN visait à mobiliser l'ensemble de l'Union et incluait pour la première fois un horizon ambitieux de 10 ans (Nature 2030). Notant que Nature 2030 est défini par cinq domaines de travail généraux (les personnes, la terre, l'eau, les océans et le climat), elle a salué les réalisations tangibles telles que la participation de l'UICN aux avis consultatifs des tribunaux internationaux et les efforts de l'Union pour rallier le soutien à la ratification du Traité sur la haute mer.

En matière de financement, elle a souligné que l'UICN détient le plus grand portefeuille du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), ce qui lui permet d'octroyer des subventions aux membres et aux peuples autochtones. Elle a souligné que les



Jon Paul Rodriguez, Président du Comité des résolutions de l'UICN, y Sonia Peña Moreno, Directeur du Centre de politique de l'UICN



Grethel Aguilar, Directrice générale de l'UICN

projets de l'UICN, s'ils n'augmentent pas en quantité, gagnent en ampleur et en profondeur.

Pour l'avenir, le Directeur général de l'UICN, M. Aguilar, a souligné la nécessité de réfléchir à l'intelligence artificielle et aux médias sociaux, compte tenu du rôle accru de l'UICN en tant que plateforme de communication et de production de connaissances.

En réponse aux questions des membres du Pakistan et du Pérou sur les compromis entre l'intensification des projets existants et le lancement de nouveaux projets, le Directeur général de l'UICN, M. Aguilar, a fait remarquer que l'accent mis sur les grands projets n'était pas une politique officielle et a réitéré le rôle continu de l'Union dans la promotion de l'impact sur le terrain, notamment par le biais de subventions accordées aux membres locaux.

Rapport du Conseil : La Présidente de l'UICN, Mme Al Mubarak, a présenté le rapport ([CGR-2025-2.4-1](#)), soulignant le rôle crucial du Conseil en tant que principal organe de gouvernance de l'Union. Elle s'est notamment félicitée de l'augmentation du portefeuille de projets de l'Union et de sa participation à des accords environnementaux multilatéraux et à des procédures consultatives internationales, et a souligné l'adhésion de 287 nouveaux membres.

Un membre des Pays-Bas a présenté, au nom d'un groupe consultatif d'organisations non gouvernementales membres, une proposition visant à renforcer la transparence du Conseil en rendant les documents du Conseil disponibles avant les réunions du Conseil, en publiant rapidement les procès-verbaux des réunions du Conseil et en diffusant les réunions du Conseil.

En réponse aux questions des membres de Tunisie et du Venezuela concernant l'admission de nouveaux membres, le Directeur général Aguilar a réitéré la nécessité d'augmenter le nombre de membres issus d'organisations autochtones et de membres infranationaux ; il a demandé aux comités nationaux et régionaux de soumettre des rapports sur les développements sur le terrain et a déclaré que de nombreux membres qui avaient

quitté l'Union pendant la pandémie de Covid-19 étaient depuis revenus.

Hasna Jasimuddin Moudud (Bangladesh), membre du Conseil de l'UICN, a remercié le Conseil sortant pour son esprit de collaboration, soulignant qu'il s'agissait là du « printemps arabe de la conservation ». Elle a exprimé l'espoir que l'UICN joue un rôle dans la reconstruction des écosystèmes à Gaza.

Projet de vision stratégique à 20 ans pour l'Union : La Présidente de l'UICN, Al Mubarak, a présenté le projet de document de vision stratégique ([CGR-2025-2.5-1-Rev1 Annexe 1](#)) et a noté que le Comité directeur avait reçu plus de 1 000 commentaires des groupes de contact, dont la plupart ont été pris en compte dans le projet mis à jour. Rappelant le rôle joué par l'UICN dans l'élaboration du programme mondial de conservation au cours des 75 dernières années, elle a souligné à quel point l'évolution rapide du monde aggrave les défis qui pèsent de plus en plus sur la planète et les populations.

En réponse à une remarque du FONDS MONDIAL POUR LA NATURE (WWF), Suisse, Hilde Eggermont, Vice-présidente de l'UICN, a fait remarquer que la formulation de l'UICN comme « la » voix de confiance en matière de conservation reflète une aspiration interne et un langage à long terme. Elle a approuvé la demande du CANADA visant à aligner le langage sur le rôle de l'agriculture en tant que facteur de perte de biodiversité sur celui de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), en plus de remplacer les crimes « contre l'environnement » par les crimes « qui affectent l'environnement ». En réponse à la suggestion de l'AFRIQUE DU SUD d'envisager un futur examen à mi-parcours et une évaluation d'impact de la Vision stratégique, Peter Cochrane, Vice-président de l'UICN, a souligné que le projet de Vision stratégique était un document évolutif destiné à être mis en œuvre et donc révisé dans le cadre des processus du programme de travail quadriennal de l'UICN. Répondant à un membre d'une organisation autochtone du Pérou, Mme



Arifa Mazhar, Renforcement de l'organisation participative, Pakistan



Hilde Eggermont, Vice-présidente du Conseil de l'UICN

Eggermont a réaffirmé la nature distincte des connaissances autochtones dans la Vision stratégique.

IORA ECOLOGICAL SOLUTIONS, Inde, a déclaré que la Vision stratégique offre l'opportunité d'inclure la nature en tant qu'actif investissable, ce qui peut contribuer à intégrer la nature dans les politiques et la finance mondiale.

Le Danemark, au nom de l'UE, a salué la capacité de l'UICN à réunir des plateformes mondiales pour trouver des solutions, des idées innovantes et des méthodes scientifiquement solides. Notant que les priorités de la stratégie de l'UE en matière de biodiversité se reflètent également dans les programmes de l'UICN et dans la Vision stratégique sur 20 ans, elle a exprimé son espoir de voir l'UICN renforcer encore ses activités en Europe en vue d'un changement transformateur.

Un membre du Mali a souligné que les déplacements internes devraient être inclus dans la Vision stratégique, car ils exercent une forte pression sur la biodiversité. Le CENTRO MEXICANO DE DERECHO AMBIENTAL, Mexique, a appelé à l'inclusion d'une section sur les défenseurs de l'environnement. RESERVA, États-Unis, s'est félicité de l'opportunité offerte aux jeunes de participer de manière constructive aux actions politiques en faveur de la conservation de la nature. UNNAYAN, Bangladesh, a souligné la nécessité de disposer d'indicateurs plus clairs et mesurables afin d'évaluer correctement les étapes importantes du travail de l'UICN. EXPLORALIS, Tunisie, a noté la nécessité d'adopter une perspective centrée sur l'humain dans la mise en œuvre de la Vision stratégique.

L'ALLEMAGNE a clarifié le libellé sur l'équilibre entre la science et la technologie et la prise en compte des risques potentiels.

L'UICN PALESTINE, à l'instar des remarques de PRESERVE PLANET, Costa Rica, a attiré l'attention sur le « génocide » et l'« écocide » à Gaza, et a soutenu l'intégration de l'écocide dans le droit international. VOICE OF PEOPLE,

Pakistan, a déploré l'insuffisance des financements climatiques disponibles pour les pays en développement.

Rapport du responsable des élections : Romiro Batzin Chojoj (Guatemala), Vice-président de l'UICN, a présenté cette question. David Forman, Responsable des élections, et Claudia de Windt, responsable adjointe des élections, ont présenté leur rapport ([CGR-2025-2.2-1 Annexe 1](#)) et ont ouvert les élections pour les Conseillers régionaux, le Conseiller autochtone, le Président, le Trésorier et les Présidents des commissions.

En réponse à une remarque de l'ANTARCTIC AND SOUTHERN OCEAN COALITION, s'exprimant également au nom du NATIONAL WHISTLEBLOWER CENTER et de l'EARTH LEAGUE INTERNATIONAL, États-Unis, la Vice-présidente du bureau des élections, Mme de Windt, a souligné qu'une réunion avec les candidats aux postes de conseillers régionaux avait eu lieu la veille, offrant ainsi aux membres régionaux l'occasion de rencontrer les candidats et de dialoguer avec eux, tout en insistant sur le fait que de telles réunions devraient être planifiées à l'avance à l'avenir.

Dans la soirée, Luc De Wever, secrétaire du Conseil de l'UICN, a annoncé que le vote en ligne pour les conseillers éligibles était ouvert pendant 24 heures et a exhorté les membres à voter dans les délais.

Présentation de la candidate à la présidence : Dans sa présentation, la seule candidate à la présidence, Razan Al Mubarak, a rappelé que son mandat de Présidente de l'UICN avait commencé pendant une pandémie et s'était terminé dans un contexte de guerres et de crise du multilatéralisme. Elle a présenté les priorités de son mandat, si elle était réélue.

Rapport du Comité des résolutions et vote sur les motions : Jon Paul Rodríguez (Venezuela), Président du Comité des résolutions, a indiqué que les sessions du groupe de contact chargé d'examiner 40 motions avaient débuté le vendredi 10 octobre et a attiré l'attention sur la plateforme en ligne indiquant les motions prêtes à être votées.



Luis Diego Marvn Schumacher, Preserve Planet, Costa Rica



Sydney Nkosi, Ministère des Forêts et de l'Environnement, Afrique du Sud

Simon Stuart, du Comité de gouvernance, a présenté la nouvelle motion urgente visant à confirmer le statut de la Commission sur la crise climatique. VOICE OF PEOPLE, Pakistan, a proposé de changer le nom de la nouvelle Commission sur la crise climatique en « Commission sur l'action climatique ».

L'AFRIQUE DU SUD a demandé des éclaircissements sur le mandat de la Commission et sa distinction par rapport aux groupes de travail relevant de la CCNUCC afin d'éviter les doubles emplois.

La FRANCE a demandé une mise à jour des modalités des groupes de contact. Une organisation autochtone membre a exprimé sa préoccupation quant à la fusion des termes « peuples autochtones » et « communautés locales », tandis que le Président Rodríguez a précisé que cette formulation avait été conservée par souci de cohérence avec le texte discuté lors des discussions du groupe de contact.

Troisième séance

Les membres ont d'abord examiné un amendement à la motion 121 (confirmant le statut de la Commission sur la crise climatique), discutant de l'opportunité de changer le nom de la Commission en Commission sur l'action climatique. VOICE OF PEOPLE, Pakistan, soutenu par un membre de Tunisie, a proposé



Claire Tutenuit, Entreprises pour l'Environnement, France

cet amendement, expliquant que le nom de la Commission devait refléter son mandat. WILDLIFE CONSERVATION SOCIETY a souligné que la motion avait fait l'objet d'un consensus et qu'à aucun moment aucun membre du groupe de contact n'avait suggéré de changer le nom de la Commission. Lors d'un vote, l'amendement visant à changer le titre de la Commission a été approuvé.

Concernant la motion 61 (reconnaissant le crime d'écocide afin de protéger la nature), un membre bangladais a demandé un amendement visant à reconnaître le crime d'écocide à Gaza.

Concernant la motion 85 (amplifier le rôle des entreprises dans la réalisation d'un monde positif pour la nature), le CANADA a suggéré d'harmoniser le texte relatif à tout développement respectant la « hiérarchie des mesures d'atténuation » dans l'ensemble du texte.

Les délégués ont approuvé :

- la motion 1 (améliorer les pratiques de plantation d'arbres – Planter le bon arbre au bon endroit pour le bon usage) ;
- la motion 8 (conservation et gestion durable des pâturages et du pastoralisme) ;
- la motion 11 (mettre en place une responsabilité harmonisée et des moyens de mise en œuvre pour les objectifs internationaux de protection des forêts) ;
- motion 14 (promouvoir les haies dans l'agriculture afin de favoriser la biodiversité, renforcer la résilience des écosystèmes et atténuer le changement climatique) ;
- motion 67 (vivre en harmonie avec les rivières grâce aux droits de la nature et au droit écocentrique) ;
- motion 81 (soutenir la transformation de l'économie vers une économie régénérative) ;
- motion 97 (intégration du mentorat pour les jeunes gestionnaires écologiques afin de renforcer les efforts de conservation) ;
- motion 108 (élaboration de lignes directrices de l'UICN pour contrôler efficacement le commerce des animaux sauvages terrestres destinés à être vendus comme animaux de compagnie) ;
- motion 121 (confirmation du statut de la Commission d'action pour le climat) ;
- motion 128 (renforcement du lien entre l'homme et la nature afin de faire progresser le changement transformateur pour la nature) ;
- motion 137 (promouvoir le financement de la biodiversité [et de la géodiversité] dans une approche fondée sur les droits humains) ; et
- motion 138 (reconnaissance sans équivoque et soutien efficace du rôle crucial des territoires de vie et de leurs gardiens dans la conservation).

Présentation, discussion et adoption du projet de programme de l'UICN pour 2026-2029 : La Directrice générale de l'UICN, Grethel Aguilar, a présenté le projet de programme



Arafet Ben Marzou, Exploralis, Tunisie

de l'UICN pour 2026-2029 ([CGR-2025-3.1-1 Annexe 1](#)). Elle a salué ce document, soulignant qu'il définira la manière dont l'Union intensifiera la conservation de la biodiversité. Madhu Rao, Président du Comité des programmes et politiques, a expliqué que le document révisé intégrait les modifications apportées par le groupe de contact.

La WILDLIFE CONSERVATION SOCIETY a salué le processus consultatif, transparent et collaboratif qui a abouti au document final. En réponse à une question d'un membre indien sur le rôle de l'efficacité des ressources et de la circularité dans le programme, Stewart Maginnis, Directeur général adjoint de l'UICN, a souligné que la circularité était l'un des 24 résultats ambitieux du document. La SUÈDE a demandé des éclaircissements sur la suppression du glossaire, qui, selon M. Maginnis, sera élaboré en consultation avec les membres. La Présidente de l'UICN, Al Mubarak, a ensuite ouvert la période de vote pour que les membres approuvent le programme.

Rapports des commissions de l'UICN, y compris les récompenses : La Présidente Kristen Walker Painemilla a présenté le [Rapport 2021-2025 de la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales \(CPEES\)](#). En matière de gouvernance, d'équité et de droits, elle a souligné le travail sur les approches fondées sur les droits dans le cadre du GBF. Elle a mis en avant l'initiative « Ocean Defender » et a souligné l'engagement de la Commission dans la promotion du financement à accès direct et d'une politique climatique sensible au genre. Elle a lancé le rapport « Policy Matters Reimagine Conservation » de la Commission et a souligné son appel à repenser les actions de conservation, le leadership et la justice, l'argent et le pouvoir, ainsi que les relations.

Le Président Sean Southey a présenté le rapport de la Commission de l'éducation et de la communication (CEC) ([CGR-2025-3.2-1 Annexe 2](#)). Il a rendu hommage aux lauréats des prix régionaux de la CEC et des prix des Présidents de la CEC. Il a mis l'accent sur le travail de la CEC visant à promouvoir la nature pour tous, à repenser la communication sur la nature, et a souligné l'importance de l'éducation basée sur la nature.

Quatrième séance

Chris Mahon, Président du Groupe mondial pour le développement des comités nationaux et régionaux, a présenté les conclusions de la réunion mondiale. Ann-Katrine Garn, secrétaire du groupe, a souligné les défis auxquels sont confrontés les comités nationaux et régionaux, notamment ceux liés au financement, aux ressources humaines, à la communication, aux espaces civiques, à la formation et à l'accès à l'information. Mahon a présenté la plateforme Engage comme un outil de communication essentiel pour les membres. Il a souligné la nécessité d'améliorer la communication entre les membres et d'augmenter les ressources, y compris le temps, afin de répondre aux attentes identifiées dans la Vision stratégique à 20 ans. Garn a indiqué que le groupe diffuserait un rapport sur ces conclusions. L'Assemblée a pris note du rapport.

Rapports des sommets : Les membres ont entendu les rapports du [Sommet mondial de la jeunesse](#) Sarai Gomez, coordinatrice jeunesse de l'UICN, Shamma Alkhoori et Maitha Al Mheiri, Comité consultatif jeunesse de l'UICN, Émirats arabes unis.

Anita Tzec, responsable principale du programme « Peuples autochtones et conservation » de l'UICN, et Verónica Ruiz, responsable principale du programme « Climat, nature et populations » de l'UICN, ont rendu compte des résultats du premier [Sommet des peuples autochtones](#) du Congrès.

Faridah Ibrahim, responsable de l'unité Engagement des entreprises, UICN, a rendu compte du [Sommet des entreprises](#). Un membre du NIGERIA a appelé à l'élaboration d'un plan d'action visant à garantir que les résultats de ces sommets soient transmis aux niveaux national et local.

Rapport d'étape du Comité des résolutions et discussion et vote sur les motions : Le Président de la Commission de Sauvegarde des Espèces (CSE), M. Rodríguez, a noté que les groupes de contact étaient toujours en cours de discussion sur plusieurs motions. Le vote a ensuite été ouvert sur les motions suivantes : 35 (protection de l'intégrité des écosystèmes mésopélagiques) ; 56 (promotion d'une relation éthique entre l'homme et l'océan) ; 105 (reconnaissance et soutien de la gestion communautaire des ressources naturelles grâce à un financement dédié) ; 136 (lutte contre l'exploitation directe des espèces sauvages) ; et 147 (protection des écosystèmes et des communautés riveraines contre les impacts de l'hydroélectricité dans le Bas-Congo et dans le monde). Les résultats seront annoncés lors de la cinquième séance de l'Assemblée, le mardi 14 octobre.

Notant que le groupe de contact était clos, le Président de la CSE, M. Rodríguez, a invité les membres à soumettre leurs amendements par écrit, en prenant note des discussions en plénière sur la motion 94 (reconnaissant l'importance des langues, des connaissances et du patrimoine culturel autochtones et locaux dans la conservation de la biodiversité).